

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1 ; A TOURGOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place ; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée. A PARIS, chez MM. Havas, Lafitte-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8 ; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

BUREAUX : RUE NAIN, 1.

Roubaix, Tourcoing :
Trois mois 10 f.
Six mois 19
Un an 37

L'abonnement continue, sauf avis contraire

ROUBAIX, 2 JUILLET 1871

Le polémisme du LIBÉRAL DU NORD jugé par le MONITEUR UNIVERSEL.

Nous avons fait allusion, hier, à un article inqualifiable publié ces jours-ci par la feuille démagogique de notre ville. Les Républicains honnêtes auront été les premiers à déplorer, nous en sommes convaincus, les intempérances de plume d'un écrivain, qui n'a même plus le respect de ses lecteurs, et qui semble s'attacher à jeter la déconsidération sur le parti qu'il représente.

Voici en quels termes, l'un des journaux les mieux rédigés et les plus modérés de Paris, le *Moniteur universel*, apprécie l'article dont nous parlons :

Dans la province, la lutte électorale, quoique moins intense qu'à Paris, n'offre pas un moindre intérêt. Là aussi les passions sont excitées, et Dieu sait, quand elles en sont venues à un certain degré d'émportement, dans quels excès de paroles et d'idées, dans quelles outrages et folles invagations elles versent et se roulent ! Il se dit dans les journaux de province des choses qui ne se disent plus à Paris depuis la suppression du *Père Duchêne*.

Nous avons sous les yeux une de ces feuilles prétendues républicaines qui font terriblement du tort à la cause républicaine, le rédacteur veut mettre les électeurs de son département en garde contre les candidats qu'il lui plaît de qualifier d'orléanistes, et il raisonne ainsi : voter pour les d'Orléans, puisque la fusion est faite, c'est voter pour Henri V ; voter pour Henri V, c'est voter pour l'ancien régime, c'est voter pour le rétablissement d'une foule d'abus plus effroyables les uns que les autres, y compris le droit de seigneur, que le rédacteur de cet aimable journal définit en des termes qui se refusent à la citation.

Nous ne perdrons pas notre temps à expliquer à cette feuille plus rouge qu'érudite, que le droit de seigneur, comme il l'entend, n'a jamais existé. Mais imaginez un électeur disposé à voter pour quelque propriétaire de l'endroit, honnête homme, libéral, mais point suivant la formule rouge, et apprenant qu'il ne peut pas donner sa voix à ce candidat sans voter le rétablissement de l'ancien régime, y compris la dime, la corvée, la taille et le droit si galamment défini par le journal radical. Puisqu'il se trouve des gens pour écrire de pareilles choses, il s'en trouve sans doute aussi pour les croire, mais quelle idée nous donnent du parti qui les propage et des électeurs qui peuvent les accueillir ! Quelle mauvaise foi et quelle ignorance !

Les hommes sérieux qui ont mis en avant et soutenu l'idée de République (il y en a quelques-uns sans contredit) ont tous manqué de courage

Tous ont vu l'affreux cortège de crime et de folie qui les suit, et nul n'a rompu avec ce cortège.

Etait-ce assimilation, ou sympathie ? Nous ne saurions le penser ni le dire ; mais on trouvait là de la popularité, une popularité dont le contact produisait un secret frissonnement, mais qu'on prenait pour de la force devant le pouvoir et devant les partis. C'était de l'illusion, mais c'était surtout de la lâcheté.

Il en est ainsi encore. La République qui veut être modérée, et qui, dans les grands jours, porte des gants blancs, cette République à l'eau de rose dont parlait Chamfort, n'a garde, même aujourd'hui, même après cette explosion de l'enfer qu'on appelle la Commune, de porter un semblant de condamnation contre les manifestations doctrinales qui ont été le prélude deses actes et qui restent l'indice de desseins survivants toujours les mêmes.

D'où vient cela ? D'où vient que les hommes sérieux, puisqu'il y en a dans ce parti de la République, n'ont ni la volonté ni la force de désavouer ces horribles applications de l'idée républicaine ?

Il y a des distinctions de République ; ils parlent d'une République de liberté, et même d'une République LIBÉRALE. — Le mot est neuf ; et c'est là, nous dit-on, la République du gouvernement.

Cela ne change rien aux conditions logiques de la République, telle qu'elle est entendue dans la langue de tous les partis dérivés de la Révolution.

A tort ou à raison, République veut dire Etat politique sans règle, sans discipline, sans droit autre que le droit de la force pure : c'est la négation de la société.

Voilà pourquoi toutes les factions, toutes les conjurations, toutes les entreprises de subversion sociale se parent du nom générique de République.

Il y a des puritains de théorie, qui se satisfont eux-mêmes avec une conception de République idéale, comme si une organisation d'Etat n'était rien de plus qu'une abstraction.

Autant vaudrait faire de l'Utopie de Thomas Morus une force défensive contre l'Internationale.

Mais il y a des politiques positifs qui se font aussi une force gouvernementale de ce mot de République : M. Thiers, qui n'est pas un rêveur, croit que ce mot va sauver la France.

Dans un tel esprit, c'est plus qu'une illusion.

République, encore une fois, c'est désordre, c'est anarchie, c'est révolte, c'est renversement : que peut M. Thiers contre la logique des idées, et même contre la logique des mots ?

La nécessité a voulu que M. Thiers appellât au gouvernement plusieurs de ceux-là qui n'ont eu ni la volonté, ni le courage de rompre avec le cortège de forcenés que l'idée commune de République enchaînait à leur politique de parti.

Ce n'est ni notre goût, ni notre habitude d'accuser ceux qui se sont trom-

pés ; mais s'il y en a qui sont devenus maîtres des affaires, nous leur faisons un devoir de se désavouer eux-mêmes ; ils le doivent à la conscience des autres, comme à leur conscience.

Ces mêmes hommes vont, au nom du gouvernement, prononcer beaucoup de mots de République d'ici aux élections.

Qu'on prenne garde ! Ce mot porte en soi l'absolution des partis que la logique toute seule, à part la perversité humaine, a poussés aux dernières limites de la scélératesse.

Il faut avoir un grand entêtement d'orgueil pour se croire de force à maîtriser la conséquence des principes dont on fait la base d'une politique. Rien ne prévaut contre la logique ; la logique n'absout pas les crimes, elle les explique. C'est parce que les hommes qui ont voulu être des politiques sous la République ont accepté une certaine solidarité de doctrines avec les factions sauvages qui les suivaient et qui leur étaient si bien connues, qu'ils ont fait de leur République une expression de politique qui épouvante l'imagination du peuple.

Encore huit jours, et nous saurons si, pour les hommes de la République qui sont entrés dans le gouvernement, la République est un entêtement de théoriciens ou une complicité de révolutionnaire.

(Union). LAURENTIE.

Dans son numéro de mercredi dernier, le *Progrès du Nord* publie un article avec ce titre à sensation : « Les hommes noirs et les hommes blancs. » Partout ailleurs, que dans le *Progrès*, ce titre intriguait vivement le lecteur, qui songerait tout aussitôt à la Traite des noirs ; mais les familiers de la maison savent, depuis longtemps, à quoi s'en tenir sur ces titres à la Fenimore Cooper : pour eux, ce sont des enseignes qui signifient : « Ici l'on mange du pain et du royaliste. » Et quels titres affriolants pour les bons lecteurs du *Progrès* !

L'article en question débute en rappelant la formule Shakspeare : « To be or not to be. » Le lecteur se demande où pareil début va l'amener. Patience ! « Une secte, ennemie de tout progrès, de toute liberté, contre laquelle la raison humaine a dû lutter depuis 1534, » son cesse d'accomplir son travail sur terrain.

Tout en plaignant fort la pauvre « raison humaine » d'avoir à faire à si rude partie, on voit enfin où le bât blesse l'auteur de l'article. Quelques lignes plus loin, il pose en fait que « essentiellement pratiques, les érudites de 1871 » sont devenus des agents électoraux. « Ils montent en chaire, proclament la monarchie de droit divin, et appellent les peuples à une nouvelle croisade. »

Tout ceci n'est que le préambule d'un récit détaillé, des cérémonies religieuses qui ont eu lieu, à Fresnes, le 20 juin, — récit envoyé au *Progrès du Nord*, par un correspondant qui ne signe pas. Or, comme le *Journal de Roubaix* a, lui aussi, entretenu ses lecteurs de ces fêtes religieuses, il se doit à lui-même, il doit

à ses lecteurs de mettre à nu l'esprit avec lequel un journal anti-religieux accueille dans ses colonnes les ineptes calomnies qu'on lui envoie, sous le couvert de l'anonyme.

Parlant de la procession qui eut lieu dans l'après-midi du 30 juin, l'auteur de l'article raconte que :

« La procession s'arrêta à un reposoir érigé sur la place, et un prêtre aux poumons vigoureux s'adressa à la foule. « Il remercie d'abord le Très-Haut de l'avoir doué d'un organe puissant qui lui permet de lancer au loin les vérités évangéliques ; puis, après quelques mots relatifs à cette cérémonie spéciale, il laissa la chaire pour le club et fit de la politique. « Il déclara à ces bons Fresnois que l'intervention divine avait seule empêché l'envahissement du département par les Prussiens. Il dit que la France devait se jeter dans les bras d'Henri V et que, sous la bannière de ce roi divin, les mobilisés du Nord devaient courir sus à l'Italie et y rétablir l'infatigable pontife Pie IX. « Le Conseil municipal écoutait ; je n'ai pas osé dire que cet homme ait été arrêté. — Le sursis, dit-il, après avoir entêté la commune d'une somme énorme pour l'édification de l'église vraiment remarquable, avait élevé un reposoir, mis la musique et les pompiers au service du curé, assisté officiellement à la cérémonie, et offert un banquet au clergé. 1800 francs avaient été votés pour ce festin donné dans l'école des frères maristes. Pas de commentaires, n'est-ce pas ? »

C'est cependant ce que nous allons faire, n'en déplaise au correspondant du *Progrès du Nord*. Le 24 juin, l'*Echo de la Frontière*, journal de Valenciennes, publiant un compte-rendu des fêtes de l'inauguration de la nouvelle église de Fresnes, insérait le discours du R. P. Engérand, missionnaire de la Compagnie de Jésus, ancien aumônier de l'armée du Nord. Nous le plaçons sous les yeux de nos lecteurs, qui jugeront dès lors, en connaissance de cause, de la bonne foi du correspondant du *Progrès* : il n'est pas inutile de remarquer que l'allocation du R. P. était publiée le 24 juin et que le 28 seulement, le *Progrès* en donnait un résumé de son cru : on ne pourra donc dire que le discours du R. P. jésuite a été publié après coup, pour les besoins de la cause que nous défendons.

« Venite ad me, omnes qui laboratis et operati estis, et ego reficiam vos. Venez à moi, vous tous qui êtes chargés et fatigués, et je vous soulagerai. « Mes bien-aimés frères, Dieu vous a appelés à lui dès votre enfance par le baptême ; souvent depuis, il vous a appelés par les sacrements. Il vous appelle aujourd'hui d'une manière bien pressante, par la voix du prince de l'Eglise qui gouverne si saintement, si paternellement votre diocèse. Il vous appelle par la voix du prince de l'Eglise qui gouverne le diocèse voisin d'une manière si sainte et si maternelle. Il vous appelle par ce grand spectacle qui ravit vos cœurs et édifie vos âmes, cette immense réunion de fidèles, et surtout par la voix de ce clergé nombreux qui embellit la fête. « Mais où il vous appelle particulièrement, c'est dans cette belle basilique, si digne du zèle de votre bon pasteur, et des nobles sentiments de la paroisse. « Qui, mes bien-aimés frères, c'est à l'Eglise que la France a appris à devenir la première

nation du monde. Les peuples et les monarchies sont heureux d'obéir à l'appel du Dieu de charité : les Louis de France, les Alfred, les Oswald, les Edmund, les Edward d'Angleterre, quand elle était honorée du nom de l'île des saints ; les Canut de Danemark, les Ferdinand d'Espagne ont montré à tous les pouvoirs, l'exemple de cette heureuse docilité. N'est-ce pas parce que la France du Nord a mieux correspondu à cet appel qu'elle a été exemptée de l'humiliation de la présence du vainqueur ? « Que si les pauvres viennent me dire : Est-ce que cet appel de Dieu nous regarde ? Qui, vous surtout, mes chers frères ! Si j'ai permis de le dire, par une pauvreté de résignation ou une pauvreté volontaire, nous sommes comme plus proches parents du Dieu qui nous appelle, du Dieu souverain qui a non seulement ennobli, mais comme divinisé la pauvreté. « Correspondez à son appel, vous tous que les cérémonies de la communion et de la confirmation vont réunir au pied des autels. Correspondez à cet appel, pères de famille, en accompagnant vos enfants au baptême sacré ; épousez vos époux pour en faire des sanctuaires à la divinité de Notre-Seigneur, pour être plus heureux, et rendre plus heureux ceux qui vous entourent. Soyez dociles à cet appel, riches de la terre, vous apprendrez à l'Eglise à ne pas arracher au père son Dieu, sa foi, sa religion. — Par les liens de sa charité, vous serez heureux, comme les autres, de servir Dieu, jusqu'à son trône, quand on osera vous dire de Notre-Seigneur, attendant qu'il vous accorde la récompense éternelle que je vous souhaite, ainsi-soit-il !

La lecture de ce discours montre jusqu'à l'évidence que le R. P. Jésuite n'a rien dit qui ressemble, de près ou de loin, au thème sur lequel le correspondant du *Progrès* a brodé ses variations, pour la plus grande édification des lecteurs du susdit journal. Nous n'ignorons pas que l'ordre auquel appartient le R. P. Engérand a toujours été le point de mire des attaques les plus violentes comme les plus absurdes. La calomnie ne s'attaque qu'aux grandes choses ; le silence pour une institution est le sceau de la médiocrité ou de l'inutilité, et ce n'est assurément point le cas de l'ordre religieux qui a instruit les deux brillantes générations du XVII^e et du XVIII^e siècle, dont certes le génie n'a point été étouffé, et qui, de nos jours, peuple notre armée de nombreux et excellents officiers, et nos carrières libérales, de sujets aussi distingués par leurs talents que par leurs vertus privées.

Nos lecteurs n'apprendront pas sans intérêt que le R. P. Engérand fut, pendant quinze ans, un riche négociant très honoré, dans nos contrées.

Le correspondant du *Progrès*, en peine d'être bien informé ce jour-là, a vu trois évêques où il n'y avait qu'un évêque et un archevêque ; a su que le Conseil municipal de Fresnes avait entêté la Commune d'une somme énorme, quand la susdit Conseil n'a fait que ce que font tous les Conseils municipaux lorsqu'ils ont à voter des fonds pour l'édification d'une église de quelque importance ; il a très-prudemment et très-sagement engagé l'avenir, mais de telle façon que ses administrés n'en ont pas perdu le sommeil. Le correspondant du *Progrès* prétend encore que le festin

noncé une parole, mais il avait tiré de sa poche une paire de pistolets. Le vicomte et ses deux acolytes, interdits également et des ordres de mistress Jones et de la contenance ferme des colporteurs, étaient irrésolus. Kennedy profita de ce moment ; il prit son maître par le bras et l'entraîna hors du pavillon, sans que personne songeât à s'y opposer.

Cependant, avant qu'ils eussent atteint le bas de l'escalier, on put voir Foster se retourner plusieurs fois d'un air calme et fier, comme pour braver ses adversaires. Bientôt il disparut derrière les arbres avec son compagnon.

« Vous êtes des lâches ! dit le vicomte avec indignation aux deux fonctionnaires de Stone-House. — Rien n'est perdu, monsieur le vicomte, répondit Tyler ; je vais courir au château dépêcher à la poursuite de ces vauriens des gardes et des constables. Je réponds de les amener avant une heure pieds et poings liés à milady. — Il y a un moyen plus sûr, proposa Clarence ; en suivant le mur du parc, nous arriverons avant eux à la petite porte par laquelle ils sont entrés ; de la sorte, il nous sera facile de les arrêter. — Que personne ne bouge ! s'écria mistress Jones avec une autorité singulière ; laissez-les partir, et, pour le repos de milady, souhaitez qu'ils ne reviennent jamais ici. Deux lions furieux, enfermés dans le parc de Stone-House, seraient moins re-

être content de votre ouvrage... Sortez ! sortez donc ou je ne réponds pas de ma colère ! Foster demeura calme à cette menace, néanmoins, cédant aux instances de Kennedy, qui le suppliait à voix basse de s'éloigner, il allait enfin prendre ce parti, quand deux hommes parurent tout à coup à la porte du pavillon. C'étaient Tyler et Clarence. A la vue de ce renfort, le vicomte redoubla d'assurance.

« Arrêtez ces hommes ! s'écria-t-il, ce sont des malfaiteurs ; voyez dans quel état ils ont mis votre maîtresse !... Oui, je parierais que ce sont là de ces white-boys qui autrefois entraînaient milady dans leurs repaires. — Je m'en doutais, répliqua Tyler. Aidez-moi, monsieur Clarence, et nous allons... Mais M. Clarence ne se pressa pas d'obéir aux réquisitions du bailli. Mistress Jones, cessant de s'occuper de sa maîtresse évanouie, vint se placer devant les porte-balles.

« Qu'ils partent ! qu'ils partent ! dit-elle avec émotion ; monsieur le vicomte, messieurs, laissez-les se retirer ; je l'exige au nom de milady, qui, j'en suis sûre, ne me contredira pas. De son côté, Kennedy s'était remis en défense et brandissait sa demi-aune. — Ne nous touchez pas ! s'écria-t-il ; malheur à celui qui portera la main sur nous !... White-boys ou non, nous avons été soldats, et nous ne souffrirons pas d'insultes. Quant à Foster, il n'avait pas pro-

heureuse sœur, et les solitudes de Cunemara, et vos souffrances, et vos serments ? Nelly poussa un cri d'horreur et recula précipitamment son fauteuil. — Je vous fais peur, reprit Foster, dont la voix devenait de plus en plus triste. Oh ! cela n'est pas ma volonté, j'en prends Dieu à témoin ; non, je ne suis pas ici pour vous adresser des reproches qui aiguilleraient encore votre cœur, irriteraient votre fierté. Nelly Avondale, vous étiez bonne autrefois, vous étiez pleine de pitié pour ces grandes infortunées qui pullulaient autour de vous. Dans cette terrible lutte qui dure entre nos deux nations depuis tant de siècles, vous n'osiez détester les vainqueurs, mais vous aimiez les vaincus. Vous étiez un moment associée aux désirs des plus faibles, à leurs espérances. Pourquoi n'en est-il plus de même aujourd'hui que vous avez en main la richesse et la puissance ? Pourquoi faites-vous couler les larmes au lieu de les essuyer ? Pourquoi affligez-vous au lieu de consoler ? Nelly Avondale, je vous en conjure, soyez encore compatissante pour la pauvre Irlande ; méritiez les bénédictions dans ces chaumières où Julia répandit les douces paroles et les bienfaits. Les vaincus maintenant n'ont plus de ressource que dans la pitié des vainqueurs ; soyez généreuse pour les infortunés tenanciers du clan d'O'Byrne. Voilà ce que j'avais à dire à Votre Seigneurie, milady, continua Foster, avec

un accent plus ferme ; quant aux autres souvenirs que je pourrais peut-être invoquer, c'est à votre conscience seule que je laisserai ce soin.

Lady Clinton était comme frappée de la foudre. Pâle, le front baissé, les yeux à demi fermés, elle éprouvait d'ineffables angoisses. Tout à coup elle se dressa sur ses pieds. — Qui êtes-vous donc ? balbutia-t-elle. Une seule personne au monde... Je n'ose croire... Qui êtes-vous ? — Je n'ai aucune raison de me cacher à vos yeux, mylady, reprit le mystérieux colporteur, aussi bien ma tâche est finie, et je vais m'éloigner pour toujours... Regardez-moi donc, puisque vous le voulez ; ma vue sera la seule vengeance que je retirerai de vous pour le mal que vous m'avez fait !

Il ôta son chapeau, puis, écartant ses longs cheveux, il montra des traits nobles et beaux encore, trop caractérisés pour qu'on pût les oublier quand on les avait vus une fois. Lady Clinton chancela. — C'est lui ! s'écria-t-elle ; c'est bien lui ! Et elle tomba évanouie. Mistress Jones et le vicomte s'empresèrent de la secourir. Foster avait remis son chapeau ; mais il ne se retirait pas encore ; il contemplait en silence la jeune femme privée de sentiment.

« Infâme vagabond ! s'écria le vicomte en s'adressant à lui, vous devez

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX. DU 3 JUILLET 1871. 70. LE DERNIER IRLANDAIS Par ELIE BERTHET XVII LES COLPORTEURS SUITE

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX. DU 3 JUILLET 1871. 70.

LE DERNIER IRLANDAIS

Par ELIE BERTHET XVII LES COLPORTEURS SUITE

Ces derniers mots étaient prononcés avec un accent de profonde douleur, presque de désespoir. Milady essaya de distinguer les traits de l'inconnu. — Vous n'êtes pas un colporteur ! dit-elle avec effroi ; qui êtes-vous donc ? — Moi, rien... un fantôme du passé peut-être, un souveneur, un remords qui vous apparaît au milieu de votre existence actuelle, pour vous rappeler combien lady Clinton est déjà loin de Nelly Avondale ! Quoi ! jeune femme, l'orgueil, l'ambition, l'amour du luxe et les joies mondaines ont-ils été sans retour les sentiments purs ; les nobles aspirations de votre jeunesse ? Avez-vous donc oublié Richard O'Byrne, et Julia, sa mal-